

Sommaire

1. Editorial
2. Développement économique local et renforcement des capacités
3. Les organismes de développement économique local : le cas d'Aden (Yémen)
5. Stratégies de développement urbain et programmes de développement économique local aux Philippines
7. Le développement économique local comme stratégie d'action. Le cas de la ville de Rosario
8. Publications



Marché d'Aden au Yémen. - Sameh Wahba, Banque mondiale - D.R.

Le développement économique local*

La décentralisation et la mondialisation économique sont en train de créer un nouveau paradigme, auquel les collectivités et leurs représentants doivent se préparer : les villes peuvent favoriser la croissance économique, en partenariat avec les autorités régionales et nationales et, dans l'économie mondiale actuelle, les réseaux urbains transnationaux.¹

Ce nouveau paradigme soulève d'immenses défis. Les collectivités sont concernées par l'évolution des structures de gouvernance et par la mondialisation des économies nationales. Les responsables locaux doivent assumer le fait que la population est plus libre de faire ses propres choix, à mesure que les pays s'orientent vers une structure de gouvernance plus décentralisée. Ils doivent également admettre que la technologie a supprimé les relations entre les entreprises et les facteurs d'implantation traditionnels, tels que la proximité des matières premières et des marchés. Enfin, la disparition des anciennes structures du pouvoir a entraîné la création de nouvelles alliances représentant et défendant de multiples intérêts au sein des collectivités ; des alliances qui peuvent influencer et qui effectivement influent sur la politique de développement local. Ces changements réclament de nouvelles approches décisionnelles, de nouvelles pratiques de direction.

Aujourd'hui, les responsables locaux « sont tiraillés de tous côtés ; ils doivent faire face à des problèmes intimement liés les uns aux autres et se trouvent confrontés à une série de dilemmes stratégiques insolubles : satisfaction des souhaits individuels ou réponse aux priorités politiques, sociales et budgétaires des villes ». ² Lorsqu'ils travaillent à la définition de leurs stratégies de développement économique, un processus qui par nature implique la répartition des biens collectifs contrôlés par différents groupes, ils doivent comprendre comment cette dynamique influence les stratégies, les objectifs et les résultats. Les entreprises et les habitants exigent que leurs intérêts soient pris en compte et doivent donc être convaincus qu'il est dans leur intérêt d'effectuer tel investissement, à tel endroit et à tel moment.

Demain, les responsables locaux devront être soucieux de contribuer au succès de leur ville, plutôt que de s'en attribuer simplement le mérite. Les responsables efficaces devront écouter, poser des questions et s'informer sur les communautés et les intérêts en dehors de leur sphère habituelle, y compris vis-à-vis des faibles et des démunis. Des compétences multiples, réunies en différentes personnes, seront nécessaires pour répondre aux nombreuses attentes et exigences issues de

1 Saskia Sassen (2000), « *Cities in a World Economy* », Pine Forge Press, Thousand Oaks (États-Unis), p. 4. Saskia Sassen avance que dans l'économie actuelle, les réseaux urbains, définis par les échanges économiques, sont par nature virtuels, avec des facteurs de production traversant les frontières nationales, drainés par les technologies de l'information.

2 Charles Landry (2000), « *The Creative City: A Toolkit for Urban Innovators* », Earthscan Publications, Londres (Royaume-Uni), p. 26.

groupes aux volontés opposées ; différentes situations qui nécessiteront différentes capacités. Demain, les responsables locaux devront réunir l'ensemble de l'expertise nécessaire pour obtenir des résultats holistiques. En bref, le pouvoir devra adapter ces procédures en vue d'une certaine souplesse, tout en s'appuyant sur le cadre des ressources culturelles,

politiques, historiques et économiques et en tenant compte de la liberté dont chacun dispose pour exercer son propre jugement. ■

Déborah Kimble,

Consultante en gouvernance locale et développement économique, Centre de gouvernance et de développement international, The Urban Institute.

** Les membres et les partenaires de Cities Alliance ont contribué à la rédaction de cette édition spéciale de Villes en développement en partenariat avec l'Isted..*

Développement économique local et renforcement des capacités

Gulelat Kebede, ONU-HABITAT
gulelat.kebede@unhabitat.org

Depuis quelques années, le développement économique local (DEL) est apparu parmi les thèmes centraux du développement local, dans les pays en développement et les économies en transition. Sont mis en évidence ici les besoins, les réponses et les enseignements en matière de renforcement des capacités.

Dans les pays en développement, la hausse du chômage et la faiblesse des recettes locales, associées à l'extension de la décentralisation, ont poussé les autorités locales à s'intéresser aux initiatives en matière de développement économique local. Dans les économies en transition, les changements et les défis structurels liés à la transition vers une économie de marché ont incité les collectivités et les autorités locales à s'engager dans des initiatives similaires. Dans le monde entier, le mouvement vers la réduction de la pauvreté et le développement local durable a encouragé le développement économique local.

En réponse à cet intérêt grandissant pour le développement économique local, des programmes et organismes internationaux (notamment OIT, GTZ, OCDE, SDC, UNIDO, FENU, ONU-HABITAT et Banque mondiale) ont lancé des outils et des initiatives d'aide au renforcement des capacités. Les réseaux et plateformes de par-

tage des connaissances évoluent également. C'est pourquoi ce bref article relatif au développement économique local mettra en évidence les besoins en renforcement des capacités, les exigences en matière de connaissances, compétences et outils, ainsi que les enseignements tirés, grâce à l'expérience de première main de l'auteur dans les activités de formation et de renforcement des capacités d'ONU-HABITAT en la matière.

Les besoins

Au risque de simplifier, on peut résumer les besoins en renforcement des capacités ou les défis auxquels font face les autorités locales et leurs partenaires de développement locaux s'engageant dans des projets de développement économique local, par les points suivants :

- Il est fréquent que de nombreux acteurs et groupes aient chacun un point de vue et une compréhension différents du développement économique local. Bien qu'il existe un certain consensus

sur les résultats à atteindre, les perceptions sur ce qui constitue réellement le développement économique local ou sur ce qui doit être privilégié et comment intervenir restent assez floues.

- Il existe une divergence dans les objectifs et les attentes en matière de développement économique local, parmi les différents acteurs et parties prenantes. Cet état de fait est dû aux différences de concepts et de perceptions et, en partie, à la multiplicité des intérêts, objectifs et priorités. Les contextes locaux, ainsi que les échelles et les aires géographiques peuvent varier. Les outils de développement économique local doivent être adaptés à ces diverses réalités.

- La capacité à discerner et à comprendre leur économie locale est une compétence technique essentielle pour les villes et les collectivités, lorsqu'elles s'engagent dans des projets de développement économique local. Les villes déterminées à exploiter et à accroître leur

compétitivité doivent savoir où elles se situent en ce qui concerne leur environnement, leur structure et leurs performances économiques, les principales caractéristiques de leur capital humain, ainsi que leurs atouts géographiques et naturels.

- Il existe une tension entre les villes, selon qu'elles privilégient les résultats ou les procédures en matière de développement économique local. En réalité, les deux éléments sont importants : le défi est précisément d'élaborer une procédure qui donne des résultats en termes de stratégies, de programmes et de projets appropriés et viables. Il s'agit également de concevoir un cadre assurant une procédure décisionnelle sur la base d'informations, d'analyses, de faits et de valeurs, ainsi qu'une expertise sectorielle, de manière coordonnée.

- Bien que sur le plan mondial, les pratiques de développement économique local aient énormément évolué depuis une approche dirigée par le secteur traditionnel et basée sur les infrastructures, les autorités locales tendent, dans de nombreux contextes, à privilégier les infrastructures physiques et à négliger la gouvernance économique, l'esprit

Tableau : Connaissances, compétences et outils de base pour répondre aux besoins en matière de développement économique local

Planification	Connaissances	Compétences et outils
Où en sommes-nous ?	Concepts, pratiques et principes en matière de développement économique local, compréhension des parties prenantes et de leurs rôles	Collecte, analyse et évaluation des données ¹ , analyse des parties prenantes
Où voulons-nous aller ?	Thèmes de développement économique local ² , connaissances des potentiels et des opportunités, principaux défis	Articulation des objectifs de développement économique local, établissement des priorités, compétences de facilitation
Comment y parvenir ?	Pratiques mondiales et études de cas, idées et innovations en termes d'actions de développement économique local, approches de partenariats public-privé	Outils d'aide à la prise de décision basée sur des valeurs et des faits, analyse coûts-bénéfices, conception d'un programme et élaboration d'un projet de développement économique local, instruments de mise en œuvre et de financement innovants, analyse de la chaîne de valeur
Y sommes-nous parvenus ?	Concept et cadre de suivi et d'évaluation	Indicateurs, collecte et analyse des données, outils de gestion des connaissances

1 L'ouvrage « *Understanding Your Local Economy: A resource Guide for Cities* » (Cities Alliance, Washington D.C., 2007) est un manuel présentant de manière structurée les différents outils de collecte, d'analyse et d'évaluation des données d'une économie locale.

2 Le réseau de développement économique local pour l'Afrique (LEDNA) propose cinq principaux thèmes de développement économique local pour établir un bilan : gouvernance économique, développement de la région, développement des entreprises, développement des moyens d'existence et développement de la main d'œuvre. Cette approche facilite la compréhension commune, le partage de connaissances et le suivi des activités de développement économique local.

d'entreprise et les aspects institutionnels, qui sont tout aussi essentiels pour réussir le développement économique local.

- Les contraintes financières constituent une difficulté commune à de nombreuses villes, notamment pour celles des pays en développement. Nombre de stratégies et de programmes, par ailleurs de bonne qualité, ne sont jamais appliqués, souvent par manque de financement. On constate également une tendance à rechercher les fonds et investissements extérieurs, et à dédaigner le patrimoine et les opportunités au niveau local.

Les réponses

Les besoins décrits ci-dessus requièrent une intervention sur le plan du développement humain et institutionnel. Les connaissances, compétences et outils de base nécessaires peuvent être mis en évidence dans un simple tableau résumant la procédure de développement économique local.

Les enseignements

Pour réussir un projet de développement économique local, il doit être clairement défini autour d'un espace économiquement fonction-

nel et les parties prenantes doivent se l'approprier et le soutenir. Une direction forte est essentielle pour réunir une vision commune, des acteurs et des ressources. Les procédures, approches et outils génériques doivent être adaptés et mis en contexte. Le niveau auquel s'inscrivent l'espace, la structure et la base de l'économie locale, les motifs et les résultats attendus du projet, la qualité de la direc-

tion, ainsi que le cadre et les capacités institutionnelles doivent être pris en compte dans la conception et la procédure du projet de développement économique local. Le renforcement des capacités pour le développement économique local doit concerner le contenu (évaluation économique, analyse de la chaîne de valeur, etc.) et la procédure (établissement des priorités), les élus et les professionnels, les réussites

à court terme et les étapes à long terme sur le plan institutionnel, ainsi que les autorités, les entreprises et les membres actifs et influents de la collectivité. L'attention doit être portée sur les liens les plus faibles entre planification et mise en œuvre, en particulier sur les capacités institutionnelles et les instruments de financement. ■

Les organismes de développement économique local : le cas d'Aden (Yémen)

Sameh Wahba, Spécialiste senior du développement urbain, et Catherine Lynch, Consultante, MNSSD, Banque mondiale
swahba@worldbank.org - clynch@worldbank.org

À Aden (Yémen), le département du développement économique local (LEDD) a été créé en 2005, en tant qu'organisme consultatif dépendant du gouverneur, pour mettre en marche ce cercle vertueux de développement économique local. Le département a enregistré d'importants résultats, toutefois, les limitations imposées par le secteur public incitent les autorités à rechercher des solutions innovantes pour renforcer les performances et la capacité de l'organisme.

Le Yémen représente un des défis de développement urbain les plus importants dans la région Moyen-Orient - Afrique du Nord. C'est un pays disposant de faibles ressources

en eau, d'une surface cultivable réduite et de réserves pétrolières en baisse, qui devraient être épuisées dans moins d'une décennie. L'urgence d'une croissance hors pétrole, associée à la forte migration prévue, depuis les montagnes arides vers les zones côtières, pèse lourd sur le développement des villes portuaires, qui doivent être capables d'attirer des investissements, créer des emplois et offrir de meilleurs services aux habitants et aux investisseurs. À cet égard, la réussite d'Aden, la plus grande ville côtière et la capitale commerciale du Yémen, en tant que pôle de croissance, est particulièrement importante.

Le programme de développement des villes portuaires (PCDP) a été lancé en 2003, avec le soutien financier de l'Association de développement international (IDA), dans le but de transformer les villes portuaires stratégiques du Yémen en pôles régionaux de croissance économique. Cet objectif requiert la collaboration avec les secteurs public et privé, le développement des compétences relationnelles, la réalisation de réformes aux échelons local et national, ainsi que l'amélioration de la qualité des infrastructures et des services locaux. Cette dernière tâche, en particulier, est limitée par une très faible capacité de production de richesses au niveau local. Au Yémen, les villes financent la plupart des investissements en infrastructures locales avec leurs propres ressources, tandis que l'État supporte la majeure partie des coûts d'exploitation des administrations locales, à savoir les salaires. En conséquence, les dépenses locales en capital sont très faibles, ce qui réduit sensiblement la qualité de vie des habitants et la capacité des villes à attirer les investisseurs.

À Aden, les autorités recher-

chent activement les moyens de favoriser le développement économique local et de stimuler la production de richesses locales, qui serviront ensuite à améliorer les infrastructures et les services. C'est dans ce contexte que le département du développement économique local a été créé en 2005, pour suivre trois principaux indicateurs de développement économique local : (i) utilisation stratégique du patrimoine public afin de favoriser la croissance économique et de générer des richesses pour la ville ; (ii) partenariat avec le secteur privé pour lever les obstacles à la croissance, saisir les opportunités économiques et faciliter la « mise en commun des biens » pouvant contribuer à l'expansion économique de la ville ; (iii) collecte et analyse de données économiques pour identifier les tendances du marché et prendre les bonnes décisions de politique générale ; (iv) promotion et image de marque de la ville.

Pour montrer les effets potentiels de la gestion du patrimoine public en termes de richesses et assurer la pérennité financière du département du développement économique local d'Aden, le PCDP a financé la réhabilitation de deux éléments du patrimoine de la ville, le marché aux poissons de Sirah et le centre de services financiers. La réhabilitation et l'agrandissement du marché ont assuré les infrastructures nécessaires pour tripler la taille du marché et le nombre d'emplois. La gestion a été confiée à l'association des pêcheurs. Ce qui auparavant constituait un handicap pour le quartier est devenu un site touristique qui génère des revenus pour la ville, sous forme de loyers. Le marché a également attiré les investissements locaux. En outre, le gouvernorat d'Aden a affecté un immeuble public

inoccupé, adjacent au bâtiment du gouvernorat, pour établir le département du développement économique local et un centre de services aux investisseurs. Depuis, plusieurs activités importantes s'y sont tenues, dont deux réunions du conseil, des ateliers de parties prenantes et des réunions avec des délégations d'investisseurs en visite depuis les États du Golfe voisins. Conformément au projet de modernisation administrative d'Aden, financé par le PCDP, des travaux sont en cours pour faciliter la création d'entreprises et lancer un guichet unique dans le centre.

En 2006, afin de renforcer la planification des investissements et la consultation avec le secteur privé à Aden, le gouverneur a créé le Conseil consultatif pour l'investissement d'Aden (AACI). Ce dernier est présidé par le gouverneur lui-même et comprend le directeur du département du développement économique local (en qualité de secrétaire), les responsables des autorités et institutions locales, ainsi que les représentants du secteur privé actifs dans les principales grappes d'entreprises identifiées dans la stratégie de développement économique local d'Aden (industrie, tourisme, services maritimes, etc.). Fait nouveau au Yémen, le gouverneur et l'AACI ont créé un fonds PPP (population-privé-public) pour dégager un financement privé destiné à soutenir les efforts de reconstruction d'Aden. À ce jour, les apports privés s'élèvent à plus de 350 000 USD. Exemple d'investissement dans un « bien mis en commun », une partie du fonds a été utilisée pour construire un centre de formation aux technologies de l'information, afin de réduire la pénurie de main-d'œuvre locale, grâce à de fortes compétences informatiques. Le centre a été confié à une

société de gestion privée et les loyers sont perçus par la ville. Une partie des loyers du marché aux poissons et du centre de formation sont affectés au département du développement économique local, pour compléter son budget d'exploitation.

D'autres éléments du patrimoine public historique sont en cours de réhabilitation, dont le château de Sirah et le bâtiment abritant le conseil législatif. Toutefois, l'identification, le suivi et le financement sont encore en grande partie gérés par le PCDP, plutôt que par le département du développement local. La capacité de ce dernier à identifier les éléments du patrimoine susceptibles de générer des richesses ou de lancer un marché est encore assez limitée et peut refléter la nécessité d'une plus grande participation du secteur privé pour évaluer la viabilité économique des projets.

Le département du développement économique local d'Aden a fait de grands progrès dans l'élaboration des indicateurs économiques, mais est limité par le manque de données disponibles et l'absence de coopération avec les organismes publics, ainsi que la capacité réduite à analyser et à présenter les données de manière efficace pour contribuer à la formulation des politiques locales. Afin d'améliorer la coopération, le département a créé, à la fin 2007, un comité de coordination avec les centres de ressources en données locales et les institutions ministérielles. Il prépare également le lancement d'une publication qui mettra en évidence les nouveaux investissements immobiliers et commerciaux à Aden, pour encourager le secteur privé et promouvoir la ville. Malgré ces réalisations, le rythme et le champ d'intervention du département du

développement économique local à Aden ne correspondent pas aux plans ambitieux de la ville pour soutenir sa croissance économique. La question essentielle est de savoir si un organisme public doté de huit fonctionnaires faiblement rémunérés peut mettre en œuvre un programme de développement local. Même si la méthode de ges-

tion du patrimoine a permis d'améliorer le modèle d'organisme public, le manque de ressources financières indépendantes, durables et appropriées, une position en marge du « circuit administratif » et la dépendance au gouverneur, ainsi que l'impossibilité d'engager un personnel qualifié et motivé limitent, de manière inhérente, la ca-

pacité du département à accélérer la mise en œuvre des stratégies de développement économique élaborées par la ville. D'autres solutions pour améliorer les performances du département sont à l'étude, comme la transformation en société à but non lucratif, avec un actionariat issu des secteurs public et privé. Bien que ce modèle institutionnel

n'ait pas été expérimenté au Yémen et nécessiterait un nouveau cadre législatif, la possibilité de créer un organisme doté d'un budget indépendant, d'une gestion d'entreprise et d'un système d'incitation basé sur les performances apparaît comme une solution intéressante en remplacement de l'approche actuelle. ■

Stratégies de développement urbain et programmes de développement économique local aux Philippines

Elisea-Bebet Gozun, CDSEA, (Philippines), Bebet Gozun, Directeur de projet, Vickie Antonio, Coordinateur de projet national
bgozun@ - vantonio@cdsea.org

Les programmes de stratégies de développement des villes ont été introduits aux Philippines en 1999 en même temps qu'en Chine, en Indonésie, en Thaïlande, en Mongolie et au Vietnam faisant partie d'une nouvelle stratégie urbaine. Les différentes initiatives présentées dans l'article montrent que le développement économique local est une priorité dans une approche qui doit rester intégrée.

Une rue d'un quartier calme de Marikina, ville d'environ un demi-million d'habitants à l'est de Manille, est en plein essor depuis que le gouvernement de la ville a réalisé un élargissement de la chaussée et l'installation d'un système d'assainissement dans le quartier. De leur côté, les entreprises de fumage de poissons à Calbayog, sur l'île de Samar, reçoivent un afflux de commandes du Moyen-Orient, tandis que le nombre de touristes venus dans la province du Sorsogon pour voir les requins-baleines à Donsol, les sources chaudes sur le volcan Bulusan et les plages de Bacon ne cesse d'augmenter depuis cinq ans. Enfin, la ville de Zamboanga, sur l'île de Mindanao, redécouvre son patrimoine et se positionne mondialement

comme la « Ville latine de l'Asie ». Ce ne sont là que quelques exemples de programmes de développement économique local mis en place par les unités locales de gouvernement, aux Philippines. Le point commun à toutes ces villes est de bénéficier d'une stratégie de développement urbain (SDU) de l'Alliance des villes. Il s'agit d'un plan d'action stratégique formulé en partenariat avec le gouvernement de la ville et les parties prenantes locales pour définir les priorités de développement. Il favorise une approche globale et intégrée du développement, afin d'optimiser les investissements et d'en faire bénéficier tous les secteurs. Grâce à une démarche extrêmement participative, engageant même les villageois dans la prise de décisions,

il permet une plus grande appropriation et un meilleur soutien des projets et de leur mise en œuvre par les habitants. Les SDU ont été introduites aux Philippines en 1999, en même temps qu'en Indonésie, Chine, Thaïlande, Mongolie et Vietnam, dans le cadre de la nouvelle stratégie urbaine de la Banque mondiale. Lancées dans un groupe pilote de sept villes, elles se sont depuis étendues à plus de 60 villes philippines, soit la moitié des villes du pays. Les stratégies de développement urbain sont arrivées au bon moment, alors que la législation sur la décentralisation entraine en application : la loi n° 9170 ou code du gouvernement local avait jeté les bases qui permettraient leur mise en œuvre. En effet, elle établissait un cadre juridique et

institutionnel autorisant les unités locales de gouvernement (ULG) à prendre une identité sociétale. Les gouvernements des provinces, villes et municipalités pouvaient maintenant dégager des recettes, par la perception d'impôts et la création d'entreprises, disposer d'un financement par le crédit, conclure des accords de coentreprise avec le secteur privé et étudier une grande variété de dispositifs pour améliorer le cadre de vie et d'investissement dans leurs agglomérations. Même si le développement économique local n'est pas un concept étranger aux villes philippines, la mise en œuvre d'une SDU est devenue une préoccupation majeure pour les maires des villes concernées, car celle-ci fait intégralement partie de leurs projets de développement. Après les nombreuses années de centralisation, les maires gardaient une approche locale selon laquelle le développement économique était défini par les circonscriptions administratives et la

gestion urbaine était limitée au contexte local. Les unités locales de gouvernement dépendaient des transferts du gouvernement national pour financer les dépenses d'investissement, l'offre de services de base était entièrement assurée par le secteur public et les entreprises locales étaient cantonnées au territoire des agglomérations dans lesquelles elles étaient immatriculées. Les relations économiques avec les ULG voisines ou entre les entreprises à l'intérieur d'une province étaient très limitées. Même après la promulgation du code du gouvernement local, seule une poignée de dirigeants locaux avaient étudié les nouvelles dispositions législatives.

Les stratégies de développement urbain ont introduit une nouvelle approche de la gestion urbaine. Le code du gouvernement local offre précisément une base qui autoriserait leur mise en œuvre. Les villes qui ont entrepris une SDU ont mis en relief plusieurs éléments de la procédure qui leur ont permis de promouvoir le développement économique local.

Compréhension de l'économie locale

La première étape d'une procédure de stratégie de développement urbain, à savoir la phase d'évaluation, consiste à porter un regard sur les activités spécifiques qui alimentent l'économie locale et, en même temps, à identifier les investissements potentiels. L'analyse qui accompagne la collecte des données aide à comprendre les caractéristiques particulières de l'économie locale. Ainsi, la ville de Balanga a découvert son potentiel d'écotourisme lorsqu'un visiteur ornithologue a trouvé, par hasard, une immense population d'oiseaux migrateurs dans ses mangroves.

Par ailleurs, une importante concentration d'établissements d'enseignement supérieur lui offrait la possibilité de se positionner en tant que ville universitaire de la province. Pour sa part, la ville de Calbayog a découvert qu'un tiers de sa population dépendait de la pêche, alors qu'il n'existait aucun programme sur la gestion des ressources côtières, que les équipements d'après capture étaient limités et que le développement de produits était très peu encouragé.

Reconnaissance en tant qu'espace économique

Comprendre ce qui fait « marcher » l'économie locale permet de mieux définir son rôle dans le cadre élargi de la métropole et de la province. Identifier ses avantages concurrentiels permet à la ville de les exploiter avec d'autres unités locales de gouvernement qui auront besoin d'échanger avec elle des services et des produits. Cette prise de conscience encourage également les dirigeants locaux à comprendre la valeur « économique » de leur ville et, par conséquent, son potentiel à dégager des recettes. Kabankalan et Bayawan sont les plus grandes villes, en termes de superficie, des provinces de Negros Occidental et Negros Oriental, respectivement. Hormis une limite commune, les deux villes n'avaient aucune relation géographique, économique ou autre. La participation à une stratégie de développement urbain a permis aux gouvernements Kabankalan et de Bayawan de reconnaître l'intérêt de relations économiques plus étroites entre les deux provinces, par l'intermédiaire de leurs villes. Avec leurs parlementaires et leurs gouvernements provinciaux, ils ont contribué à la construction de la route de l'amitié Bayawan-Kabankalan, qui relie stratégiquement

les deux villes et, de ce fait, les économies des deux provinces.

Approche intégrée du développement économique local et réduction de la pauvreté

L'approche gouvernementale traditionnelle compartimente les politiques en secteurs, dans lesquels chaque programme doit aborder une seule question. Ainsi, les projets de logement pour les citoyens pauvres portent uniquement sur les infrastructures et n'intègrent pas les projets relatifs aux moyens d'existence ou à l'environnement, qui pourraient être très utiles aux bénéficiaires des logements. Les stratégies de développement urbain proposent une approche intégrée et globale de la gestion urbaine, favorisant les solutions multisectorielles aux questions urbaines, afin d'optimiser les ressources et d'en faire bénéficier équitablement les personnes concernées. C'est ainsi que la ville de Calbayog a adopté une approche sur plusieurs fronts pour améliorer les moyens d'existence des pêcheurs, englobant les politiques institutionnelles, la gestion de l'environnement, l'amélioration des revenus et la saisie des opportunités d'investissement. Parmi ses principaux projets, elle a défini les eaux côtières, conjointement avec les unités locales de gouvernement voisines, ainsi que les pêcheurs occasionnels et professionnels, afin d'assurer la pérennité du secteur. En outre, elle a investi dans un programme de gestion des ressources côtières pour éliminer les activités de pêche illégales. Le gouvernement de la ville a bénéficié de l'aide du ministère du Commerce et de l'Industrie, ainsi que du ministère de la Science et de la Technologie, pour normaliser les procédures de préparation

du poisson fumé et assurer la formation des pêcheurs, dans le but d'améliorer leurs revenus. Enfin, il a collaboré avec le Bureau de la pêche et des ressources aquatiques (BFAR), pour aider les pêcheurs à créer un parc de mariculture, dans les enclos duquel les entreprises locales peuvent investir.

Amélioration de l'image de marque

Dans la structure centralisée antérieure, les unités locales de gouvernement n'avaient pas conscience de la nécessité de promouvoir leur agglomération. La décentralisation a ouvert de nouvelles perspectives d'investissement et, par conséquent, de concurrence entre les ULG.

Comprendre l'économie et les avantages concurrentiels locaux a introduit le concept d'image de marque pour une ville

Dans ce cadre, l'unité locale de gouvernement peut communiquer avec clarté et concision sur ses orientations en matière de développement. Mettant en avant la spécificité de son dialecte local, issu de l'espagnol, Zamboanga se présente comme la « Ville latine de l'Asie ». De son côté, Marikina aspire à devenir un nouveau pôle commercial dans la métropole de Manille ; c'est pourquoi elle a pris le nom de « Petit Singapour ». Enfin, rappelant la prospérité de ses chantiers navals pendant l'occupation espagnole et son rôle historique au cours de la révolution qui s'en est suivie, Cavite a adopté l'image de « Ville historique et culturelle de la baie ». Plus qu'une image de marque, les villes utilisent cette stratégie pour centrer les efforts sur l'amélioration de leurs avantages concurrentiels.

Ces exemples montrent que le développement économique local est une approche intégrée englobant un

ensemble de questions et recouvrant plusieurs secteurs. Il en existe beaucoup d'autres dont on peut s'inspirer mais, parallèlement,

il faut redoubler d'efforts pour que les projets de développement économique puissent porter leurs fruits en faveur des personnes qui

en ont le plus besoin. Dans un pays où environ 30 % de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté, les programmes locaux ciblant

la réduction de la pauvreté peuvent faire toute la différence. ■

Le développement économique local comme stratégie d'action. Le cas de la ville de Rosario

Miguel Lifschitz, ingénieur, Maire de la ville de Rosario, Argentine

Contact: Sebastián Chale, schale0@rosario.gov.ar

Suite à la crise socio-économique qu'a traversée l'Argentine, au début de la présente décennie, Rosario a mis en place des mécanismes de gestion basés sur la coopération public-privé, comme outils pour faire face aux conséquences de la crise, mais aussi, fondamentalement, pour définir des stratégies de développement.

La cohérence de cette démarche a permis d'établir la ville de Rosario en tant que centre régional d'innovation. Son profil historique de ville agro-industrielle s'est transformé avec l'apparition de nouvelles activités de production qui ont dynamisé et diversifié la structure économique locale. Ainsi, 30 % du secteur des logiciels en Argentine s'y concentre. Par ailleurs, les entreprises technologiques comptent plus de 2 000 salariés hautement qualifiés.

Ces nouveaux éléments sont les premiers fruits d'une conception du développement économique local, mise en œuvre par la municipalité.

Du point de vue de l'autorité locale, le développement est un processus de plus en plus endogène, qui dépend des capacités des responsables locaux à susciter des initiatives et à coordonner des activités. Portant sur la direction de l'action politique, il constitue une stratégie d'intervention et un mode de gestion des affaires publiques. Cette approche nous permet d'identifier et de dynamiser

les capacités locales à exploiter au mieux les ressources extérieures, au sein d'une stratégie locale articulée. En bref, il s'agit d'améliorer les conditions d'une réponse organisée de la société locale au nouveau contexte mondial.

Insertion de Rosario dans les réseaux internationaux

Pour satisfaire aux exigences de ce nouvel environnement, il faut identifier les conditions qui régissent la scène internationale et intégrer des liens et des actions entre villes et régions. L'expérience de Rosario en matière de coopération internationale a été particulièrement fructueuse dans le domaine du développement stratégique local. C'est pour cette raison que nous avons pris en charge la coordination de la commission de planification stratégique urbaine de Cités et gouvernements locaux unis (CGLU).

Récemment constituée, cette commission est ouverte aux villes du monde entier, ce qui permet le dialogue, les recommandations aux acteurs internationaux et la reconnaissance d'un par-

cours dans ce domaine.

Grâce à un soutien mutuel, ce cadre encourage l'apprentissage des procédures de planification stratégique et engendre des synergies pour assurer la viabilité des projets de développement local.

Planification stratégique et développement

L'existence et la mise en œuvre de politiques et d'outils de gestion pour le développement ont représenté un atout distinctif pour Rosario, dans un contexte national caractérisé par l'instabilité et la faiblesse institutionnelle.

Atteignant un niveau d'exécution de 80 % pour le premier plan, l'investissement public a joué un rôle décisif, attirant par la suite l'investissement privé qui s'est élevé à un milliard cent cinquante millions USD en 2005, notamment dans les secteurs de l'agroalimentaire, de l'automobile, de la métallurgie, de l'hôtellerie et du commerce de détail.

Le défi actuel est la constitution et la mise en marche du Plan stratégique de Rosario métropole + dix, nouvelle expérience de gestion du dé-

veloppement local à l'échelle régionale. Ce dispositif d'articulation public-privé est parvenu à rassembler et à synthétiser la planification des politiques régionales, aux côtés de deux cent cinquante institutions et de soixante villes et localités de la région.

Modèle de développement de Rosario

De manière générale, nous pouvons affirmer que le modèle de développement de Rosario s'appuie sur les principaux éléments suivants :

Une nouvelle institutionnalité

Le processus décrit comporte une dimension socio-institutionnelle qui se traduit par la création de nouveaux organismes mixtes, parmi lesquels figurent :

- L'Agence de développement régional, chargée de renforcer la productivité et la compétitivité des entreprises locales ;

- Le pôle technologique de Rosario, destiné au développement scientifique et à l'innovation, regroupant entreprises technologiques, secteur public et établissements d'enseignement et de recherche ;

- L'office de tourisme, visant la promotion touristique de la ville en tant qu'activité stratégique.

La consolidation d'un environnement favorable à l'innovation

Le principal défi de notre temps sera peut-être de cons-

truire une ville capable d'assimiler les changements et les transformations qu'impose la société dite « de la connaissance », comprise comme un processus social, complexe et sophistiqué, mais toujours plus déterminant dans la configuration des relations sociales, économiques et politiques.

Au sein de la municipalité, nous intégrons cette perspective et nous la traduisons en plans et en actions politiques avec une dimension nettement stratégique :

- construction du parc scientifique et technologique, constitué de centres de R&D, de prestataires de services technologiques, de l'Université nationale de Rosario et d'entreprises technologiques ;
- terrains de qualité pour entreprises industrielles, logistiques et tertiaires, aménagés avec l'investissement privé, dans le cadre d'une politique concertée avec la municipalité ;

- partenariat stratégique avec les autorités, les universités et les agents économiques pour la conception et la mise en œuvre de stratégies sectorielles.

Informations et connaissances pour le développement

S'il est vrai que l'Argentine a connu un net redressement économique, certains indicateurs permettent de rendre compte plus particulièrement de la cohérence et de la durabilité du processus de développement local à Rosario :

- hausse de l'emploi privé : celui-ci a augmenté de plus de 20 %, d'août 2001 à août 2007, dépassant ainsi le taux de croissance national ;
- réduction de la pauvreté : celle-ci est passée de 29,3 % (premier semestre 2003) à 5,5 % (premier semestre 2007) ;
- baisse de la population au-dessous du seuil de pauvreté : celle-ci est passée de 54,6 % (premier semestre

2003) à 18,3 % (premier semestre 2007).

Ces indicateurs systématisés et intégrés dans le système d'information pour le développement (SID) de la commune nous permettent d'affirmer qu'une ville qui s'organise et se mobilise en faveur de son développement, capitalise au mieux les conditions liées au contexte macroéconomique et international. À la municipalité de Rosario, nous assumons l'engagement de diriger et d'optimiser le processus de développement, qui s'enrichit en permanence. Avec la coordination de la commission de planification stratégique urbaine de CGLU, nous souhaitons étendre et reproduire cette expérience, dans le but d'améliorer les politiques publiques et leur impact sur la production ou le renforcement des facteurs contribuant au développement économique local. ■

ISTED

Financé par :

Ministère
de l'Écologie, de l'Énergie,
du Développement durable et de
l'Aménagement du territoire

Ministère
des Affaires étrangères
et européennes

Directeur de publication :
Yves Cousquer,
Président de l'ISTED

Rédacteur en chef :
Pierre Laye,
Adp Villes en développement-
Association de professionnels de
développement urbain et coopération

Comité de rédaction :
Gilles Antier
Michel Arnaud
Christelle Carrère
Xavier Crépin
Olivier Mourareau
Françoise Reynaud
Louis-Jacques Vaillant

Rédactrice : Isabel Diaz

Secrétaire de rédaction et PAO :
Christiane Rebel-Graechen

Traduction : Isabel Couté, Kevin Riley

Impression Lefevre - LP Presses
(91) Saint Michel sur Orge

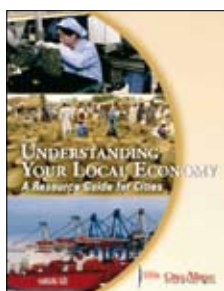
ISSN 1151 - 1672

Abonnement : 4 n° par an 20 Euros

ISTED
Centre de documentation et d'information
«Villes en développement»
Arche de la Défense - Paroi Nord
92055 La Défense Cédex - France
Tél. (33) 1 40 81 78 01
Fax. (33) 1 40 81 78 07
christiane.rebel@i-carre.net
www.isted.com

Ce bulletin est en ligne
sur le site de l'ISTED

Publications



Comprendre l'économie locale : un guide pour les villes

Financé par le ministère néerlandais des Affaires étrangères, ce guide présente les approches pratiques d'une évaluation de l'économie et de la compétitivité à l'échelle urbaine et régionale. Il comprend des recommandations sur le choix des indicateurs et des outils de développement économique local (DEL) permettant d'évaluer la compétitivité de l'économie locale.

La version française devrait être disponible fin septembre ou début octobre 2008.

Site : www.citiesalliance.org



Bouger pour vivre mieux

Gubry Patrick, Lê Thi Huong et d'autres.
Hanoi : Université nationale d'économie,
293 p.

Cet ouvrage est issu du projet de recherche sur les mobilités intra-urbaines à Hô Chi Minh Ville et Hanoi mené dans le cadre du Programme de Recherche Urbaine pour le Développement (PRUD). L'ouvrage traite des divers aspects de la question dans une optique comparative entre les deux villes.

Contact : Mme Nguyễn Thị Thiêng
thiengnt@neu.edu.vn

Institute for Population and Social
Studies (IPSS)
National Economics University



Les autorités locales et régionales dans la nouvelle gouvernance méditerranéenne, juin 2008.

Le présent rapport a été préparé par l'institut de la Méditerranée de Marseille à la demande du Comité de pilotage mis en place pour l'organisation du Forum des Autorités locales et régionales de la Méditerranée qui s'est tenu les 22 et 23 juin 2008 à Marseille.

Contact : lgriette@commed-cglm.org